



L'AUTORITÉ BANCAIRE EUROPÉENNE À PARIS

UN NOUVEAU DÉPART AU CŒUR
DE LA 1^{RE} PLACE FINANCIÈRE
CONTINENTALE



Sommaire

4
Emmanuel Macron
Président
de la République

6
Jean-Yves Le Drian
Ministre de l'Europe
et des Affaires étrangères

8
Bruno Le Maire
Ministre de l'Économie
et des Finances

10
Valérie Pécresse
Présidente de
la région Île-de-France

11
Anne Hidalgo
Maire de Paris

12
Patrick Devedjian
Président du Conseil
départemental
des Hauts-de-Seine

13
Gérard Mestrallet
Président de l'association
Paris Europlace

15
**L'OFFRE
DE LA FRANCE**

16
Christian Noyer
Gouverneur honoraire de la Banque de France
Ancien Vice-Président de la Banque
Centrale Européenne
Représentant spécial de la France
pour la relocalisation de l'ABE à Paris

18
**Une Autorité bancaire pleinement
opérationnelle dès janvier 2019**

20
**Paris, une ville aisément accessible
de toute l'Europe**

22
**Des choix multiples pour l'éducation
des enfants de tous âges**

24
**Des opportunités pour les conjoints
et des services médicaux dédiés
aux expatriés**

26
**Des conditions propices
à une excellente continuité
de l'activité**

26
**Paris: un choix permettant
une répartition géographique
optimisée des agences et institutions
bancaires européennes**

27
**LES INFORMATIONS CLÉS
DE L'OFFRE FRANCE**





Emmanuel Macron Président de la République

Offrir à l'ABE des perspectives de long terme

L'Autorité bancaire européenne est un acteur essentiel des progrès réalisés depuis la crise financière pour renforcer le secteur bancaire européen. Elle a participé à la mise en place d'une réglementation bancaire exigeante, claire et harmonisée dans toute l'Union. Par sa recherche d'harmonisation, elle a amené les superviseurs à adopter des pratiques communes et plus efficaces.

La décision du Royaume-Uni de quitter l'Union Européenne place l'ABE face à un double défi. À court terme, l'Autorité va devoir déménager dans un calendrier contraint vers un autre pays, ce qui implique un important travail de préparation et d'accompagnement de ses équipes, pour lesquelles ce changement constituera nécessairement un bouleversement. Au-delà, l'Autorité devra rester durablement en mesure de nourrir des échanges avec les parties prenantes du secteur financier et d'attirer les meilleurs profils et leurs familles, pour assurer à long terme le même niveau de qualité dans ses productions.

Je suis convaincu qu'une implantation dans la région parisienne est la meilleure façon de surmonter ces défis et d'offrir à l'ABE des perspectives de long terme. Une localisation à Paris placerait l'ABE au cœur d'une place financière de tout premier plan et d'une métropole connectée aux capitales et aux places financières européennes et mondiales, permettant des échanges facilités avec l'ensemble des acteurs du secteur financier. Installée dans une région attractive, ouverte à l'international, sur le plan de l'emploi comme de l'éducation, l'Autorité pourrait proposer à ses équipes d'excellentes conditions de vie, susceptibles d'attirer à elle les meilleurs talents.

Afin de répondre au mieux aux besoins de l'Autorité dans cette période de transition, opérationnellement et budgétairement, l'État mettra tout en œuvre pour qu'un accord de siège soit conclu avant la date du retrait du Royaume-Uni et apportera un soutien financier aux frais de prise à bail et d'aménagement de nouveaux locaux, à hauteur de 1,5 million d'euros. L'État et les collectivités de la région parisienne proposeront ensemble un accompagnement personnalisé afin de faciliter les démarches occasionnées par l'installation en France de l'Autorité et de ses équipes.

Par cette attention particulière portée à la transition, et en offrant des perspectives de développement à l'Autorité sur le long terme, l'offre de la France pour accueillir l'ABE à Paris constitue la meilleure garantie qu'elle surmonte les défis de cette relocalisation et poursuive ses missions de réglementation bancaire avec le même niveau d'exigence et d'excellence.

A handwritten signature in black ink, which appears to be "Emmanuel", written in a stylized, cursive script.



Jean-Yves Le Drian

Ministre de l'Europe
et des Affaires étrangères

Je m'engage à conclure,
dès que possible et avant
que l'Autorité n'occupe
son nouveau siège, un
accord de siège facilitant
son installation sur le
territoire français

La France est attractive pour de nombreuses organisations internationales installées sur son territoire.

Les atouts de Paris pour accueillir l'Autorité bancaire européenne sont multiples et incontestables. La France, qui accueille de nombreuses organisations et agences internationales d'envergure, mettra tout en œuvre pour faciliter l'établissement dans les meilleurs délais de l'Autorité si la candidature de Paris devait être retenue.

En particulier, en tant que ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, je m'engage à conclure, dès que possible et avant que l'agence n'occupe son nouveau siège, un accord de siège facilitant son installation sur le territoire français, prévoyant pour les personnels de l'Autorité des conditions identiques à celles des agents de l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA).

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères contribuera ainsi à l'établissement dans les meilleures conditions possibles de l'Autorité bancaire européenne, qui viendrait ainsi rejoindre les 64 organisations internationales ayant déjà fait, avec satisfaction, le choix de la France.



Bruno Le Maire

Ministre de l'Économie et des Finances

J'ai la conviction qu'une
implantation à Paris
offrirait à l'Autorité
bancaire européenne les
meilleures perspectives
de développement et de
rayonnement

La France a soutenu avec constance la mise en place d'un système européen de supervision financière ambitieux. La création en 2010 des trois Autorités européennes a constitué une étape décisive dans le renforcement de l'architecture européenne en faveur de la stabilité financière et de la convergence des pratiques de supervision dans l'Union Européenne. La création de l'Union bancaire est venue compléter cet édifice, par l'introduction, au sein de la zone euro, d'un mécanisme de supervision unique, dont le siège est à Francfort, et du mécanisme de résolution unique, établi à Bruxelles.

Dans la continuité de cet engagement, la France serait fière d'accueillir à Paris l'Autorité bancaire européenne (ABE). Le retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne conduira à relocaliser cette Autorité, actuellement établie à Londres, dans les prochains mois. Son implantation à Paris pérenniserait la capacité de l'Autorité à fournir un travail de grande qualité sur la base d'échanges avec toutes les parties prenantes et en s'appuyant sur une équipe internationale hautement qualifiée.

Il est essentiel que l'Autorité bancaire européenne soit implantée au cœur d'un écosystème financier riche, en interaction constante avec les professionnels du secteur, condition de sa reconnaissance comme régulateur actif et crédible. Une relocalisation de l'Autorité bancaire européenne à Paris permettrait d'installer cette Autorité dans un centre financier d'envergure mondiale, riche d'une présence bancaire forte au service d'un tissu d'entreprises dense et dynamique. La métropole parisienne accueille ainsi le siège de quatre des neuf

plus grandes banques de l'Union Européenne à 27 et de plus de 200 banques françaises et étrangères. Paris représente également le premier pôle de gestion d'actifs et la première capitalisation boursière en Europe continentale. En s'installant à Paris, l'Autorité bancaire européenne disposerait d'un vivier inégalé de talents pour ses recrutements.

Sur le plan institutionnel, l'Autorité pourrait bénéficier de l'immédiate proximité de l'Autorité européenne des marchés financiers, avec laquelle les synergies et les interactions sont réelles et peuvent contribuer de manière essentielle à la qualité et la cohérence de l'activité réglementaire de l'Autorité, pour la régulation des prestataires de services d'investissement ou pour les enjeux liés aux prestataires établis dans des pays-tiers. Plus largement, la construction de l'Union des Marchés des Capitaux, que nous appelons de nos vœux, nécessite d'appréhender de manière complète et cohérente les financements bancaires et de marché. L'Autorité bénéficiera également de l'appui des Autorités françaises de supervision du secteur financier, qui sont également installées à Paris : Banque de France, Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et Autorité des marchés financiers (AMF).

La densité du tissu économique parisien et de son offre immobilière nous permettent de proposer aujourd'hui à l'Autorité bancaire européenne des locaux haut de gamme pleinement adaptés à ses besoins, mais aussi un accès rapide aux réseaux de transport locaux et

internationaux. La qualité des connexions aériennes et ferroviaires avec les autres capitales et pôles financiers européens, ainsi que la richesse de l'offre d'hébergement présente à Paris, faciliteront la conduite des travaux de l'Autorité avec toutes ses parties prenantes européennes et internationales.

Les collaborateurs et leurs proches pourront également bénéficier de la profondeur du bassin d'emploi international de la région parisienne, ainsi que d'une offre éducative exceptionnelle en langue étrangère. Ils pourront s'appuyer, pour la réalisation de leurs démarches d'installation, sur les dispositifs Welcome to France et Choose Paris Region mis en place afin d'informer et d'accompagner les organisations et leurs salariés dans leur installation à Paris. Ils profiteront enfin d'une offre culturelle et de loisirs incomparable.

Je puis vous donner l'assurance que la France, honorée d'accueillir cette Autorité cruciale pour le système européen de supervision financière, mettra tout en œuvre pour faciliter son installation et celle de ses équipes, et veillera en permanence à son bon fonctionnement.

J'ai la conviction qu'une implantation à Paris offrirait à l'Autorité bancaire européenne les meilleures perspectives de développement et de rayonnement, et constituera un gage précieux de stabilité et de pérennité au sein des institutions financières européennes. J'espère que les différents éléments développés dans ce dossier de candidature sauront vous en convaincre.



Retrouvez l'intervention
du ministre en vidéo



Valérie Pécresse

Présidente de la région Île-de-France

Déterminée à offrir les meilleures conditions à tous les acteurs britanniques amenés à relocaliser leurs activités, j'ai exprimé dès l'automne 2016 notre volonté d'accueillir l'Autorité bancaire européenne.

**L'Île-de-France
est la première place
financière d'Europe
continentale**

L'Île-de-France offre un cadre idéal pour cette Autorité, avec une infrastructure de grande qualité, la capacité d'organiser de grands événements, la proximité de Londres, une offre éducative, sociale et médicale de niveau international et une connectivité inégalée en Europe. Les deux sites proposés, à La Défense et dans le quartier central des affaires d'Opéra, sont au cœur de notre place financière. Avec 3 300 milliards d'euros d'actifs sous gestion, un régulateur de grande qualité, un vivier de talents reposant sur des universités de rang mondial et plus de 145 000 employés, l'Île-de-France est la première place financière d'Europe continentale. Le soutien qu'ont apporté la Maire de Paris, le Président de la Métropole Grand Paris et le Président des Hauts-de-Seine à cette démarche souligne l'alignement des collectivités franciliennes sur cette question stratégique. Nous avons créé le guichet unique Choose Paris Region afin de centraliser et faciliter l'ensemble des démarches d'implantation des acteurs basés au Royaume-Uni qui souhaiteraient s'installer en Île-de-France. Des conseillers dédiés accompagneront ainsi l'Autorité bancaire à chaque étape et aideront également ses employés et leurs familles dans leurs démarches, telles que la recherche de logement ou la scolarisation de leurs enfants. En tant que Présidente de la région Île-de-France, je porte donc avec enthousiasme notre candidature pour accueillir l'Autorité bancaire européenne et m'engage à tout mettre en œuvre pour garantir la continuité de son activité dans les meilleures conditions.



Anne Hidalgo

Maire de Paris

Mon soutien à l'accueil de l'Autorité bancaire européenne s'inscrit dans la démarche partenariale que j'ai engagée dès l'été 2016 avec le Maire de Londres, Sadiq Khan. Cette coopération, entamée en vue de créer les conditions d'une plus grande fluidité dans nos échanges de talents et d'entreprises, apparaît comme un atout pour le transfert de l'Autorité bancaire européenne à Paris. Elle facilitera l'arrivée et l'installation des personnels, de leurs familles mais également les échanges quotidiens avec les professionnels de la place financière de Londres. La Ville de Paris dispose incontestablement d'atouts sur le plan européen et international lui permettant d'accueillir dans les meilleures conditions l'Autorité bancaire européenne.

**Paris est au cœur des
enjeux de la finance
de demain**

Paris est régulièrement classée dans les métropoles mondiales les plus attractives en termes de qualité de vie et de perspective d'investissement. L'activité de la place financière de Paris, 1^{re} place financière et 1^{er} marché d'actions de la zone Euro, et l'importance de l'industrie financière en France (1,2 million d'emplois) font de Paris un site de choix pour la localisation de l'Autorité bancaire européenne. Paris est également au cœur des enjeux de la finance de demain, avec des Fintechs très innovantes et un volume d'émission de green bonds qui en font une place financière de référence pour la finance verte.

La Ville de Paris est bien sûr prête à accompagner l'Autorité bancaire européenne, notamment à travers sa contribution à Choose Paris Region aux côtés des autres acteurs publics et privés français, pour permettre son installation dans les meilleures conditions.



Patrick Devedjian Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine

Paris La Défense
est la véritable porte
d'entrée internationale
du Grand Paris

Premier quartier d'affaires européen, Paris La Défense est l'une des plus grandes destinations économiques, financières et commerciales d'Europe. C'est un territoire chargé d'histoire, créé il y a près de 60 ans, qui ne cesse de se renouveler et d'être redessiné. Il compte aujourd'hui 3 millions de mètres carrés de bureaux, qui accueillent 500 entreprises, dont 75 % de sièges sociaux et 16 des 100 premières entreprises mondiales, employant 160 000 salariés. Trois filières d'excellence y sont fortement implantées : les services financiers, banque et assurance (31% des emplois), l'énergie et l'industrie, l'audit et le conseil. L'installation de l'Autorité bancaire européenne à Paris La Défense viendrait renforcer un écosystème financier et bancaire déjà dense, comprenant des acteurs européens majeurs : HSBC, la Société Générale, la Banque de France ou encore Euronext, pour ne citer qu'eux.

Notre quartier d'affaires est également la véritable porte d'entrée internationale du Grand Paris. Avec 41 % d'entreprises étrangères, issues majoritairement d'Europe et d'Amérique du Nord, ce ne sont pas moins de 43 000 salariés qui travaillent aujourd'hui pour des entreprises internationales. Cette attractivité s'explique notamment par une offre d'enseignements qualitative et adaptée, comprenant des classes et des établissements internationaux, de la maternelle au lycée ; mais également un vivier d'enseignement supérieur et de recherche animé par 50 000 étudiants et de nombreuses opportunités en matière de culture, de divertissement et d'hébergement. En ma qualité de président de l'établissement public qui assurera, à compter de 2018, l'aménagement et le développement de Paris La Défense, je m'engage à faciliter l'accueil de l'Autorité bancaire européenne dans les conditions les plus propices à ses activités.



Gérard Mestrallet Président de l'association Paris Europlace

L'Europe a besoin
d'une ABE performante
et utile. C'est à Paris
qu'elle le sera !

La Place de Paris propose les meilleurs services pour accueillir l'Autorité bancaire européenne :

- par sa taille et la diversité de son écosystème financier, avec la présence de grandes entreprises, de banques parmi les premières en Europe, et des investisseurs, assureurs ou gérants d'actifs ;
- par la qualité de ses superviseurs et une pratique du dialogue permanent entre les régulateurs et les professionnels ;
- par l'existence d'un vivier de talents financiers unique en Europe, nourri par une éducation et une recherche en finance de premier rang, mais aussi par un centre d'innovation dynamique et une position de 1^{er} rang au niveau européen pour les fintechs.

Autant d'atouts qui s'ajoutent aux avantages géographiques, culturels et touristiques bien connus de notre capitale. C'est pourquoi aujourd'hui l'ensemble des acteurs de la Place de Paris s'engage pour accueillir l'Autorité bancaire européenne. Choisir Paris c'est mettre l'Autorité bancaire européenne au cœur de la place financière la plus puissante de l'Europe à 27, la plus robuste, la plus consciente des enjeux d'une régulation efficace et équilibrée, dans l'Union Européenne elle-même mais aussi dans les enceintes internationales.

Et c'est aussi un choix de conviction : avoir un secteur bancaire et financier solide et conquérant, dédié au financement de l'économie européenne et de ses entreprises, conscient de son rôle central dans la lutte contre le changement climatique et pour un développement durable, ouvert en permanence sur des innovations maîtrisées.



L'OFFRE DE LA **FRANCE**

Le renforcement de la réglementation et de la supervision depuis la crise a largement contribué à la stabilisation du système financier européen, et permet aujourd'hui à celui-ci d'accompagner la reprise progressive de la croissance dans un contexte assaini, appuyé sur une meilleure prise en compte des risques et une plus grande résilience des établissements. L'Autorité bancaire européenne (ABE) a apporté une contribution déterminante dans ce contexte notamment par l'établissement de la réglementation technique et par son travail permanent en vue d'une meilleure harmonisation des pratiques de supervision.

Dans ce contexte, la nécessité de quitter Londres constitue un défi inédit pour l'Autorité et son personnel.



Christian Noyer

Gouverneur honoraire de la Banque de France Ancien Vice-Président de la Banque Centrale Européenne

Représentant spécial de la France
pour la relocalisation de l'ABE à Paris

L'environnement de vie
et d'affaires de la
métropole parisienne
est en Europe le plus
similaire à celui de
Londres

L'offre du Gouvernement français d'implanter l'ABE à Paris se fonde sur le constat que Paris constitue, dans toute l'Union Européenne, la place financière la mieux à même de permettre à l'ABE de continuer son activité en s'appuyant sur des ressources et des talents immédiatement accessibles. La région parisienne est en effet le siège de plusieurs centaines de banques françaises et internationales dont 4 des 9 banques d'Europe continentale identifiées comme systémiques à l'échelle mondiale. Elle accueille également un écosystème complet rassemblant gestionnaires d'actifs, assureurs et Fintechs. La richesse de cet environnement est un atout essentiel pour permettre à l'ABE de trouver immédiatement des prestataires compétents, notamment en matière d'informatique et de sécurité, et garantir la pleine implication des parties prenantes à ses travaux.

Implanter l'ABE à proximité de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), installée à Paris, facilitera par ailleurs la collaboration entre ces deux autorités, essentielle au maintien d'une réglementation et d'une supervision adéquate des activités de marchés des banques et des entreprises d'investissement, capable de s'adapter à l'innovation financière permanente dans ce secteur.

Je suis convaincu que la candidature de Paris est la plus susceptible de rencontrer l'adhésion des personnels actuels de l'ABE pour s'engager dans le projet de relocalisation et de permettre à l'Autorité de maintenir un haut niveau d'attractivité.

L'environnement de vie et d'affaires de la métropole parisienne est en effet le plus similaire à celui de

Londres, à 2h15 par train direct, proximité qui facilitera grandement le fonctionnement de l'organisation durant toute la phase de transition qui débutera lors de la prise à bail des locaux et se terminera lorsque toutes les familles auront été installées et leurs enfants scolarisés.

Comme celle de Londres, la métropole de Paris présente un ensemble de caractéristiques économiques et humaines et une diversité de services mobilisables pour l'ABE et son personnel dont la réunion en un même lieu caractérise un nombre limité de métropoles mondiales. Ainsi la région parisienne est forte d'une économie largement internationalisée dans laquelle les activités financières et tertiaires supérieures sont particulièrement présentes, créatrice d'opportunités de travail pour les conjoints. Elle présente un brassage de populations venues du monde entier, comprenant des communautés structurées et actives de la plupart des pays européens, facilitant l'intégration des nouveaux arrivants et la vie familiale, et une offre d'éducation internationale riche qui sera encore renforcée prochainement. Sa position d'interface, notamment de transports, entre l'UE et les principales régions du monde, est facilitée par un positionnement central en Europe. L'esprit d'ouverture à la mondialisation, qui y règne, est particulièrement propice à la bonne intégration des personnels de l'ABE et de leurs familles.

Cette similarité de l'environnement de vie et d'affaires constitue de notre point de vue la meilleure garantie de la stabilité à long terme de l'Autorité. Elle facilitera le maintien de la qualité de ses travaux et la poursuite dans les meilleures conditions de ses méthodes de travail basées sur la collaboration entre autorités nationales ainsi

que l'acceptation de la relocalisation par une très grande majorité du personnel.

Pour autant, nous sommes conscients que, même si les conditions d'accueil de l'ABE à Paris semblent idéales, une relocalisation imposée par des circonstances externes représente un défi pour l'organisation et chacun de ses salariés qui voudront bien s'inscrire dans ce projet de relocalisation. C'est pourquoi nous proposons un accompagnement pas à pas de l'installation à Paris de l'Autorité : d'abord sur le plan professionnel, avec des propositions d'implantation possibles, présentant des atouts propres aux quartiers d'affaires, ensuite sur le plan personnel et familial, les territoires concernés et leurs agences de développement économique proposant de faire bénéficier chaque salarié et sa famille, dès la décision connue, d'une assistance personnalisée en matière de recherche de logement, d'emploi pour le conjoint, d'écoles pour les enfants.

Dans les pages suivantes, nous avons détaillé les différents volets de cet accompagnement au regard des critères mentionnés dans la procédure XT 21045/17 approuvée par le Conseil européen du 22 juin 2017.

Ville-monde fortement cosmopolite, place financière principale de l'Europe continentale, offrant la possibilité de travailler facilement avec un large panel d'acteurs, Paris constituerait donc un choix judicieux d'implantation pour l'Autorité, son personnel et leur famille.

Une Autorité bancaire pleinement opérationnelle dès janvier 2019

Une condition essentielle pour assurer la pleine capacité opérationnelle de l'ABE dès la date du retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne est la mise à disposition de nouveaux locaux suffisamment tôt pour permettre la réalisation des aménagements nécessaires pour l'Autorité et du déménagement dans des conditions satisfaisantes pour ses personnels. L'offre française permet de surmonter cette difficulté majeure en proposant des locaux de grande qualité, au cœur de l'écosystème financier de la capitale, disponibles à partir du second semestre 2018, soit près d'un an avant la date du retrait du Royaume-Uni.

Deux pôles entre lesquels l'ABE pourra choisir

Comme à Londres, les activités du secteur financier parisien se répartissent principalement entre deux pôles. Le premier, au cœur de la ville, pendant de la City à Londres, est le quartier central des affaires (QCA) qui correspond à une aire urbaine s'étendant de l'est vers l'ouest sur la rive droite de la Seine entre le quartier de la Bourse et la place Charles de Gaulle. Le second, La Défense, est une zone dédiée au tertiaire développée dans le dernier quart du XX^e siècle, principalement dans des immeubles de grande hauteur, comparable au quartier de Canary Wharf. À Londres l'ABE a connu successivement ces deux types d'environnement d'affaires.

La distance entre La Défense et le quartier de Saint-Lazare-Opéra, cœur du quartier central des affaires, est d'environ 8 km. Ces deux pôles sont reliés par la ligne A du réseau ferroviaire express régional (RER) en moins de 10 minutes avec une fréquence élevée (un train toutes les

3 à 5 minutes en journée), rendant la communication de l'un à l'autre particulièrement fluide.

La France a tenu à laisser l'ABE choisir entre ces deux pôles d'activité, qui offrent tous deux aux collaborateurs de l'Autorité un environnement de travail de qualité, celui qui serait le plus à même de répondre à ses attentes et à celle de ses personnels. C'est pourquoi avec l'assistance de l'agence de développement économique de l'Île-de-France (Paris Region Entreprises), nous avons retenu deux propositions d'implantations possibles, l'une à La Défense, l'autre dans le quartier central des affaires, offrant toutes deux le meilleur niveau de prestations et de services. Les locaux présentés, entièrement remis à neuf d'ici début 2018, correspondent en totalité aux spécifications de l'ABE, tant en termes de surface qu'en termes de capacité à y aménager les facilités de réunion et les infrastructures techniques indispensables à son activité.

Pour chacune de ces deux implantations, le Gouvernement français a obtenu des propriétaires respectifs un engagement unilatéral réservant à l'ABE jusqu'au 31 décembre 2017 le droit exclusif de le prendre à bail, en précisant que la prise à bail effective, c'est-à-dire la date à partir de laquelle l'ABE prendrait effectivement possession du site pour commencer à y réaliser des aménagements, pourrait être fixée à la convenance de l'ABE entre juillet et septembre 2018. Dans chacune des deux solutions proposées, cette date pourrait cependant être avancée si l'ABE estimait devoir disposer de davantage de temps pour l'aménagement et le test des installations. Concrètement, dès la confirmation du choix de Paris par le Conseil de l'Union Européenne en novembre 2017, nous organiserions la venue à Paris des responsables de l'ABE pour une visite des deux sites. Les conditions seraient ainsi réunies pour que l'ABE puisse finaliser un bail avant la fin de l'année 2017. Dans l'hypothèse où les conditions de bail proposées par les propriétaires ne conviendraient à l'ABE pour aucune des deux localisations présentées, celle-ci retrouvera le 31 décembre 2017 son entière liberté de rechercher une localisation alternative, sans aucune obligation financière à sa charge et sans avoir à motiver ce choix, vis-à-vis des propriétaires. À ce stade, l'assistance de la direction immobilière de l'État pourrait dans cette hypothèse lui être proposée.

Des marges de négociation importantes

Chacun de ces deux immeubles héberge des entreprises ayant des activités de nature financière et est immédiatement voisin d'autres immeubles qui en hébergent également.

Les propositions de prix correspondent à un bail commercial classique dans lequel le preneur conserve la possibilité de donner son congé à chaque échéance triennale. Elles peuvent être très sensiblement améliorées pour des locataires de qualité jugée exceptionnelle, comme l'ABE, et lorsque le preneur s'engage sur des durées fermes plus longues, renonçant ainsi à la possibilité de donner congé entretemps. L'ABE pourrait certainement s'engager sur une prise à bail minimale de 9 ans voire de 12 ans, la positionnant ainsi au mieux pour obtenir une importante réduction du coût du loyer. Les concessions financières des propriétaires peuvent aussi consister en une période de gratuité initiale et/ou une prise en charge partielle des coûts d'aménagement. Cette modalité présente un intérêt tout particulier pour l'ABE qui devra probablement faire face à des charges exceptionnelles liées à son déménagement et à celui de

l'essentiel de son personnel et de leur famille en 2018-2019.

Un appui financier de la France

Indépendamment des concessions financières qui seront accordées par le propriétaire, le Gouvernement français allouera, en cas d'implantation à Paris, une indemnité de 1,5 M€ à l'ABE pour la couverture de tout ou partie des coûts d'installation et d'aménagement auxquels elle devra faire face dans cette circonstance. Toutes les conditions sont donc réunies pour que l'ABE puisse fonctionner sur son nouveau site dès le début de l'année 2019.

Paris, une ville aisément accessible de toute l’Europe

Forte de la première plateforme aéroportuaire de l’Union Européenne à 27 et de connexions ferroviaires directes et rapides vers plusieurs capitales européennes. Paris dispose également d’un réseau de transport public dense et efficace assurant des trajets faciles et rapide au sein, de son agglomération et d’une capacité d’hébergement exceptionnelle.

Les deux aéroports internationaux parisiens traitent près de 100 millions de passagers par an¹ et constituent la seconde plateforme aéroportuaire de l’Union Européenne derrière Londres. Ils desservent quotidiennement par des lignes directes 21 des 27 capitales européennes. Par le train, Paris est accessible via la gare du Nord ou la gare de l’Est en moins d’1h30 de Bruxelles, 2h15 de Luxembourg, 2h25 de Londres, 3h20 d’Amsterdam et 3h45 de Francfort avec un rythme de desserte élevé².

L’aéroport de Roissy Charles de Gaulle et l’aéroport d’Orly, sont accessibles en taxi pour un coût forfaitaire depuis le centre-ville³ (respectivement 50 € et 35 € le trajet aller). Ces deux plateformes, ainsi que la Gare du Nord – qui dessert Bruxelles, Londres et Amsterdam – sont également accessibles via la ligne B du RER.

Les deux sites proposés bénéficient d’un accès facile aux réseaux de transport en commun.

Dès 2022, le prolongement de la ligne E du RER reliera La Défense directement via la Gare Saint Lazare à la Gare du Nord en 15 minutes, ce qui facilitera l’accès de La Défense depuis le Nord-Est de la Région parisienne, et rendra plus rapides les trajets depuis La Défense, tant vers la Gare du Nord que vers l’aéroport de Roissy Charles de Gaulle grâce à la connexion avec la ligne B du RER.

Enfin, dès 2023 une ligne dédiée sans arrêt intermédiaire permettra l’accès à l’aéroport de Roissy CDG en 20 minutes depuis la gare de l’Est⁴ à un prix de 24 €, deux fois inférieur à celui du taxi. Le financement public de ce projet a reçu l’autorisation de la Commission Européenne en mai 2017. Son ouverture interviendrait avant la tenue des Jeux Olympiques en 2024, auxquels la ville de Paris est candidate.

Troisième ville touristique au monde en 2016⁵ (la seule d’Europe continentale parmi les dix premières), première ville de congrès en Europe, Paris dispose de l’offre hôtelière la plus importante en Europe (87 000 chambres d’hôtel 3 étoiles ou supérieures⁶) ainsi que d’une des offres d’hébergements touristiques alternatives les plus abondantes au monde (appartements meublés, chambres d’hôtes, locations de chambres à des particuliers).

À proximité immédiate des deux sites d’implantation proposés, la capacité hôtelière est respectivement de 2 500 chambres avec un objectif de 4 000 chambres à l’horizon 2025 (La Défense) et de 14 000 chambres (Paris), permettant ainsi l’accueil temporaire du personnel en mission des autorités nationales de l’ensemble des pays membres et, plus généralement, de tous les experts participant aux réunions de l’ABE.

Quel que soit leur point de départ, les personnes qui seront amenées à se rendre à l’ABE sont donc assurées de bénéficier d’un accès facile à la capitale, d’un transport public rapide et efficace jusqu’au site de l’ABE et d’une offre d’hébergement vaste et diversifiée.



1. Roissy Charles de Gaulle : 65,9 M de passagers ; Paris-Orly : 31,2 M de passagers (chiffres 2016)

2. Pour la journée du mardi 11 juillet 2017, nous avons relevé 15 trains directs pour Londres (minimum 2h22mn), 15 pour Bruxelles (minimum 1h22 mn), 9 pour Amsterdam (minimum 3h17 mn), 6 pour Luxembourg (minimum 2h12 mn) et 6 pour Francfort (minimum 4h08 mn).

3. Tarifs forfaitaires pour un trajet depuis la rive droite.

4. À une fréquence constante d’un train toutes les 15 mn.

5. Source MasterCard International.

6. Source International Congress and Convention Association.

Des choix multiples pour l'éducation des enfants de tous âges

Pour chaque âge à partir de 3 ans et jusqu'à la fin des études secondaires, les infrastructures d'enseignement en langues étrangères, publiques et privées, sont nombreuses dans la région parisienne et continuent à se développer ce qui permettra d'offrir aux enfants des personnels de l'ABE un grand choix de cursus d'enseignement dans différentes langues quel que soit leur âge.

L'importance de l'offre scolaire en langue étrangère de la région parisienne reflète son caractère fortement international. Au total, un demi-million de ressortissants de l'UE y sont installés, dont 50 000 occupent des fonctions de cadres ou de dirigeants.

Pour la scolarisation de leurs enfants, les agents de l'ABE pourront choisir entre deux types d'établissements. D'une part les établissements publics (gratuits) ou privés dits sous contrat, de coût maîtrisé (maximum 5000 €/an) adhérant au cursus scolaire français, au sein desquels ils pourront opter pour des sections dites internationales. Dans ces sections, une partie importante des enseignements est effectuée dans une langue autre que le français. Ces établissements sont le plus souvent très favorablement connus des universités internationales, notamment britanniques, et permettent donc après le baccalauréat l'accès à l'enseignement supérieur dans toute l'Europe et au Canada. D'autre part, un enseignement privé, de coût plus important, est également largement disponible et permet aux enfants de s'inscrire dans le cursus scolaire d'un autre pays.

La plus forte densité d'implantation des structures d'enseignement en langue étrangère se situe dans la partie ouest de la ville de Paris et, hors de Paris, dans les zones résidentielles de l'Ouest parisien proches de La Défense, en cohérence avec les propositions de localisation future du siège de l'ABE. Si ces structures font l'objet d'une forte demande, elles sont aussi en constant développement.

Ainsi, la région compte déjà 143 sections internationales auxquelles s'ajouteront, dès la rentrée scolaire 2018, 4 nouvelles sections internationales qui ouvriront à Courbevoie, à proximité immédiate de La Défense. La Région prévoit par ailleurs l'ouverture de deux autres lycées internationaux d'ici 2022.

Plusieurs structures spécialisées proposent par ailleurs pour les deux dernières années d'enseignement secondaire la préparation du baccalauréat international (BI), dit également bac de Genève, qui offre un intérêt particulier pour les jeunes souhaitant poursuivre des études supérieures aux États-Unis.

Enfin, s'agissant des études supérieures, la France est le premier pays d'Europe continentale pour l'accueil d'étudiants étrangers⁷. Les établissements d'enseignement supérieur développent une offre croissante de cursus dans d'autres langues que le français, offrant ainsi aux enfants du personnel parvenant à l'âge étudiant la possibilité de poursuivre leurs études supérieures, en premier comme en second cycle, sans s'éloigner de leur famille.

Dans le cadre de l'offre d'accompagnement individualisé dont bénéficieront les familles des collaborateurs de l'ABE, la recherche de l'établissement le mieux adapté aux besoins des enfants à scolariser sera organisée de manière à permettre, chaque fois que possible, une priorité d'accès aux enfants concernés, selon les cas dès la rentrée 2018 ou 2019.



7. Source UNESCO, chiffres 2014

Des opportunités pour les conjoints et des services médicaux dédiés aux expatriés

Les conjoints du personnel bénéficieront d'un accompagnement personnalisé dans leur recherche d'emploi dans un marché où la demande de compétence internationale est forte. L'offre de soins particulièrement dense permet, dans certains établissements ou chez certains praticiens, la prise en charge dans d'autres langues que le français.

Le droit au travail des conjoints du personnel, quelle que soit leur nationalité, est garanti de manière inconditionnelle et sera réaffirmé dans l'accord de siège à conclure, selon des modalités similaires à celles qui existent pour le personnel de l'AEMF. La région parisienne, dont l'activité économique mesurée par son PIB annuel est équivalente à celle des Pays-Bas et près de 3 fois supérieure à celle du Land de Hesse, offre un marché du travail large, dynamique et fortement orienté sur les activités de tertiaire supérieur et de services aux entreprises.

Paris et sa région constituent en particulier un pôle d'implantation majeur pour les entreprises européennes non françaises pour leur accès au marché français et pour les entreprises non européennes, pour l'accès au marché européen, africain et du Moyen-Orient.

Choose Paris Region, consortium public qui opérera l'accompagnement individualisé des expatriés passera, en cas de relocalisation de l'ABE à Paris, une convention d'assistance avec l'APEC (Association pour l'emploi des cadres), comme elle l'a fait dans le passé avec de grandes entreprises internationales, pour assurer l'accompagnement individuel des conjoints à la recherche d'un emploi.

En ce qui concerne les soins médicaux, les personnels de l'ABE et leur famille trouveront à Paris une densité

exceptionnelle de prise en charge médicale, que ce soit en médecine de ville ou à l'hôpital. La France consacre des moyens considérables à son système de santé (environ 10 % du PIB). Sous réserve des dispositions applicables au titre du régime de protection sociale de l'ABE, le choix du médecin y est totalement libre pour les agents et leur famille qui pourront par ailleurs accéder à plusieurs établissements hospitaliers permettant une prise en charge systématique des patients dans d'autres langues que le français, principalement en anglais. Les membres du personnel de l'Autorité, pour ce qui concerne les revenus des activités qu'ils exercent au sein de celle-ci, et les membres de leur famille sont exempts de l'ensemble des cotisations obligatoires du régime de sécurité sociale français dans la mesure où ils sont déjà couverts par le régime des prestations sociales applicables aux fonctionnaires et agents de l'Union.

Enfin, nous comprenons que passer d'un environnement de langue anglaise à un environnement de langue française est une source d'interrogations pour une partie des personnels de l'ABE. Outre un large programme de visites préalables au déménagement permettant une première familiarisation avec l'environnement français, les cours de français du personnel et de leur famille seront pris en charge financièrement sur demande par la région Île-de-France.



Des conditions propices à une excellente continuité de l'activité

La capacité de l'ABE à maintenir la qualité de ses travaux sera assurée dans le cadre d'une relocalisation à Paris grâce à la mise à disposition rapide du site d'implantation, à des conditions d'accueil et un cadre de vie attractif garantissant la capacité de l'Autorité à conserver et à attirer les meilleurs profils. La proximité avec Londres facilitera la transition des familles des personnels souhaitant continuer de vivre à Londres jusqu'à l'été 2019.

Comme précisé plus haut, les locaux pourront être mis à disposition de l'Autorité au second semestre 2018, voire dès le second trimestre 2018, si elle le juge nécessaire. Ceci laissera à l'ABE le temps nécessaire pour la réalisation des aménagements, la négociation et la mise en place des services avec les prestataires extérieurs pour le service informatique ou le stockage externe de données. Le nombre de salariés de l'Autorité acceptant de quitter Londres et de poursuivre leur activité à l'ABE dans une nouvelle localisation est également un facteur crucial de la continuité de son activité. Les conditions d'accueil des familles et la qualité de la vie dans la région parisienne, avec la possibilité d'y joindre les activités sociales et de loisir de nombreuses communautés étrangères déjà implantées, devraient inciter une part élevée des collaborateurs de l'ABE à accompagner l'Autorité dans sa réimplantation à Paris. Un programme de visites sur place sera mis en place dès l'annonce de la décision de relocalisation : ces visites permettront à chacun d'apprécier l'économie de coûts de la vie résultant d'un transfert sur Paris, notamment en matière de logements et de transports quotidiens.

Enfin, Paris offre les meilleures conditions pour l'année de transition en autorisant une souplesse maximale pour la date de déménagement des familles du personnel. En effet, la relocalisation de l'ABE interviendra en fin d'année 2018 ou au 1er trimestre 2019, ce qui pourra amener une fraction des salariés à s'installer d'abord de manière provisoire à Paris avant d'être rejoints par leur famille une fois l'année scolaire terminée. La proximité de Londres et la facilité d'accès à la Gare du Nord ainsi que l'importance et la qualité de l'offre d'hébergement temporaire à Paris et ses alentours faciliteront cette phase d'installation initiale.

Paris : un choix permettant une répartition géographique optimisée des agences et institutions bancaires européennes

Le choix d'une relocalisation d'une agence européenne en pleine activité ne peut être déconnecté de la nature des activités de l'agence concernée, sauf à mettre en risque la bonne exécution de ses missions et la continuité de ses services. Or l'ABE exerce son activité dans le champ diversifié des activités bancaires, dont certaines sont exercées partout dans l'Union par une grande variété d'acteurs, et d'autres sont très spécialisées et fortement concentrées sur un nombre restreint de places financières. Le maintien de la qualité de ses travaux et la poursuite de l'amélioration de la supervision financière dans l'Union nécessitent que l'Autorité puisse disposer d'un vivier de talents ayant une bonne connaissance de ces sujets et qu'elle puisse mobiliser dans ses travaux toutes les parties prenantes, y compris les acteurs financiers. Paris, place financière de tout premier plan où sont présentes des institutions nombreuses et diverses, permettrait de maintenir les relations faciles avec les personnes qualifiées et avec les acteurs financiers qu'offre Londres aujourd'hui et constitue une localisation qui n'accueille pas aujourd'hui d'institutions de supervision ou de réglementation bancaire de l'Union.

LES INFORMATIONS CLÉS DE L'OFFRE FRANCE



Sommaire

- 28

La France est fortement engagée dans l'UE
- 29

Paris Région, c'est...
- 30

Une continuité assurée dès 2019
- 32

Au cœur du quartier central des affaires – CBD
- 33

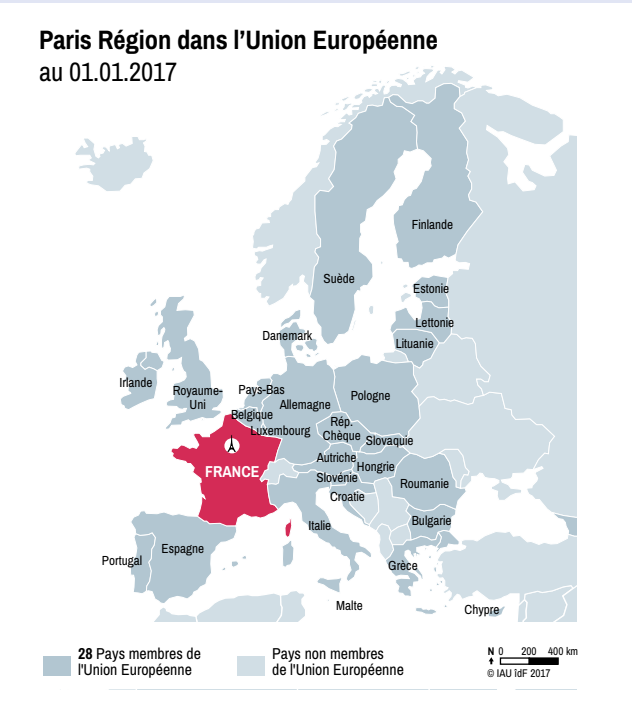
La Défense
- 34

Une facilité d'accès à toutes les capitales européennes en moins de 3 heures
- 36

Un écosystème moderne, sécurisé et compétitif
- 38

Une offre éducative d'excellence et diversifiée
- 40

Une ville attractive pour les salariés de l'ABE et leur famille



La France est fortement engagée dans l'UE

Paris Région, c'est...

- 1^{re}

région d'Europe en termes de PIB
- 12 millions

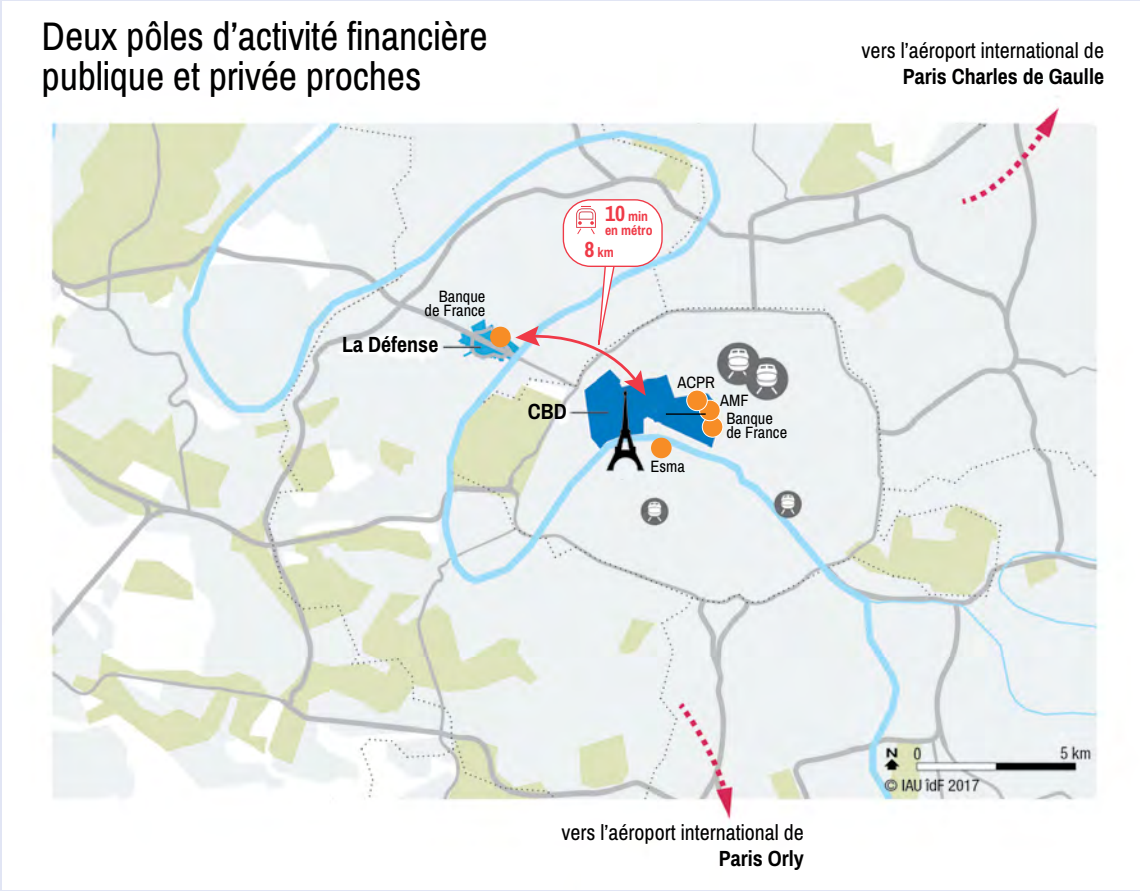
d'habitants
- 4^e

région urbaine dans le monde en termes de PIB
- 4

des 10 premières banques d'Europe
- 1^{re}

place boursière de l'Eurozone;
40 % de la capitalisation boursière de cette même zone
- 2^e

place européenne pour l'accueil d'institutions financières étrangères



Une continuité assurée dès 2019

Profitez de l'accompagnement sur mesure pour la relocalisation de l'Autorité Bancaire Européenne



Un guichet unique expérimenté

Choose Paris Region a été créé en 2016 en regroupant les ressources de l'État, de la Région, de la métropole et des autorités locales, ainsi que la Chambre de Commerce, Business France et Paris&Co. Choose Paris Region met à disposition une équipe de chargés d'affaires confirmés qui répondront à toutes les questions formulées par l'ABE ainsi que par son personnel et leur famille. Ils les accompagneront tout au long du processus de relocalisation, de sorte que leur installation à Paris se déroule au mieux.

De Janvier à Décembre 2018 Avant l'installation

Ressources humaines

Pour l'ABE : Un chargé d'affaires dédié sera disponible à plein temps pour l'ABE, et des rendez-vous pourront être organisés à la demande.

Pour le personnel : une équipe dédiée de chargés d'affaires qui géreront individuellement jusqu'à 15 des membres de vos équipes, répondra à toutes les questions concernant la relocalisation du personnel de l'ABE et de leur famille.

Un séminaire sera organisé à Londres afin de présenter la région parisienne et ses atouts. À cette occasion, les réponses à toutes les questions pratiques concernant la vie à Paris seront apportées.

Une visite de découverte de la région parisienne de deux jours sera organisée pour le personnel de l'ABE : sites touristiques, quartiers résidentiels et internationaux...

Un accompagnement opérationnel sera assuré pendant toute la durée du processus de relocalisation : procédures administratives (visas), recherche de logement, scolarisation des enfants...

De Janvier à Septembre 2019 Après l'installation

Ressources humaines

Pour l'ABE : un chargé d'affaires expérimenté sera mis à disposition de l'ABE à temps plein, et ce jusqu'à 10 mois après l'installation.

Pour le personnel : une équipe dédiée de chargés d'affaires, dont chacun gèrera individuellement jusqu'à 15 des membres de votre personnel, sera mobilisée jusqu'à 10 mois après l'installation.

Une visite de découverte sera organisée à la demande afin que le personnel de l'ABE se familiarise avec l'environnement parisien.

Un accompagnement opérationnel sera proposé après l'installation : accès au réservoir de talents parisien, aux prestataires de service, aux cours de français, recherche d'un emploi pour les conjoint(e)s et proches.

Les cours de français pour le personnel de l'ABE et leur famille seront pris en charge par la Région à la demande.

Rétroplanning de la relocalisation de l'ABE

Pour
l'ABE

CHOIX DE PARIS
POUR LA
RELOCALISATION
DE L'ABE

FIN DE LA
NÉGOCIATION
DES BAUX
COMMERCIAUX

DÉBUT
DU BAIL

FIN DES
TRAVAUX
D'INSTALLATION

INSTALLATION
DÉFINITIVE

Pour
le personnel
de l'ABE

Novembre 2017

Décembre 2017

Été 2018

Décembre 2018

Janvier-Mars 2019

Accès aux informations générales
en anglais



Welcome to France est un centre de
ressources gratuit lancé en février 2017
afin de fournir des informations très
complètes sur les différentes étapes du
processus de relocalisation aux talents
internationaux en français et en anglais

Séminaire de
présentation
de la Région
parisienne
à Londres

Visite de découverte
de la région
parisienne de
2 jours pour tous
les membres du
personnel et leurs
familles

Un accompagnement
complet sera fourni
au personnel tout au
long de l'installation
à Paris

**Conscient des coûts de prise
à bail et d'aménagements
induits par la relocalisation,
le gouvernement français
contribuera à l'installation de
l'ABE dans la région parisienne
à hauteur de**

1,5 million d'euros

**Pendant cette période de
transition, vous pourrez venir
à Paris**

**en train
en 2h15,
de 5h30 à 21h30 tous les jours,
vous permettant de réaliser
un aller-retour depuis Londres
dans la journée**

1^{re} option: Le Quartier Central des Affaires – CBD

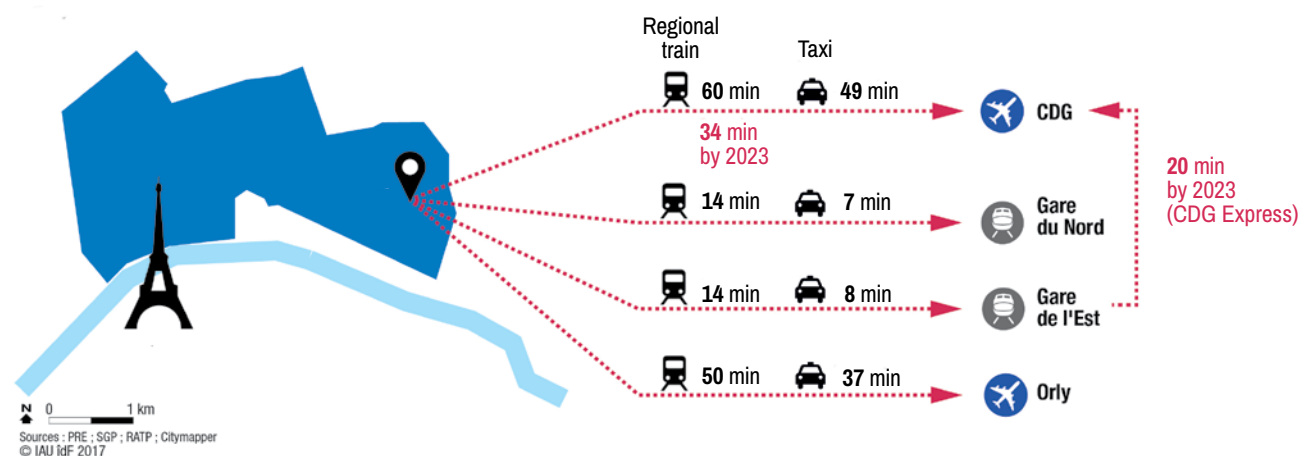
Au cœur de Paris, le Quartier Central des Affaires historique comprend un grand nombre de restaurants et de commerces. Dans le CBD, plus de 79 000 emplois dépendent du secteur financier.

Rejoignez un cluster de la finance

Quelques sociétés financières européennes implantées dans le CBD



Quelques sociétés non européennes implantées dans le CBD

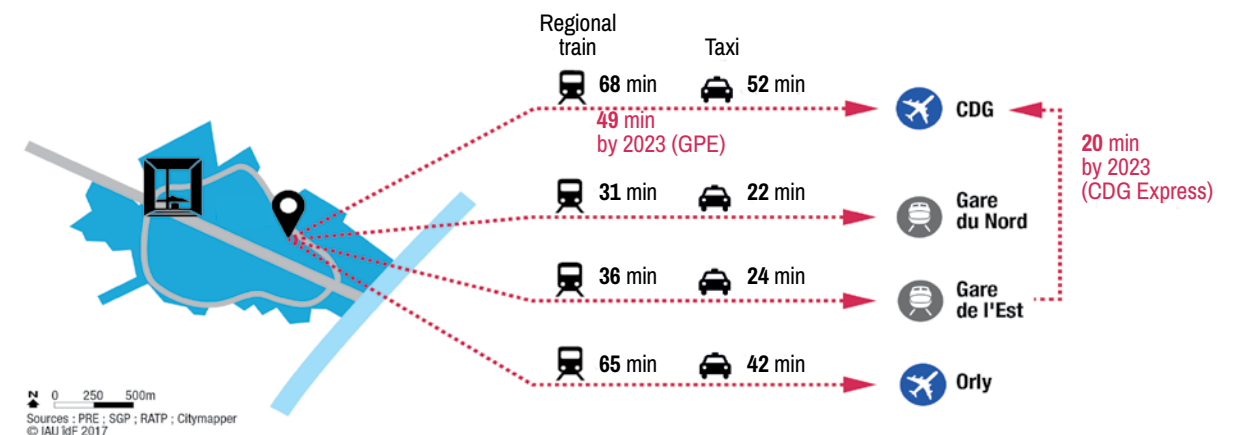


Sources : APUR 2010, Paris Region Map, APUR 2007, OTCF 2017, Q3 2016 BNP Real Estate

2^e option: La Défense

Située à 10 minutes des Champs-Élysées, La Défense est le plus important quartier d'affaires d'Europe (70 gratte-ciel). Le secteur financier y emploie 50 000 personnes.

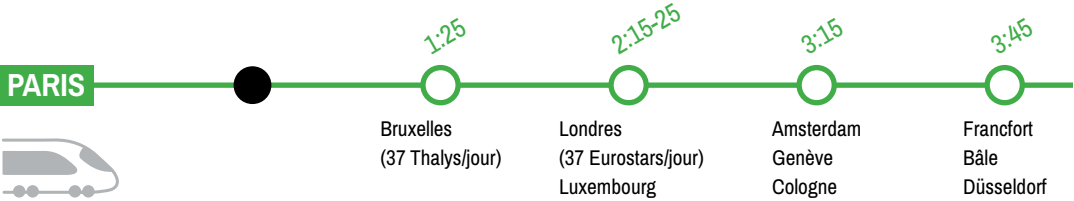
Quelques sociétés financières implantées à La Défense



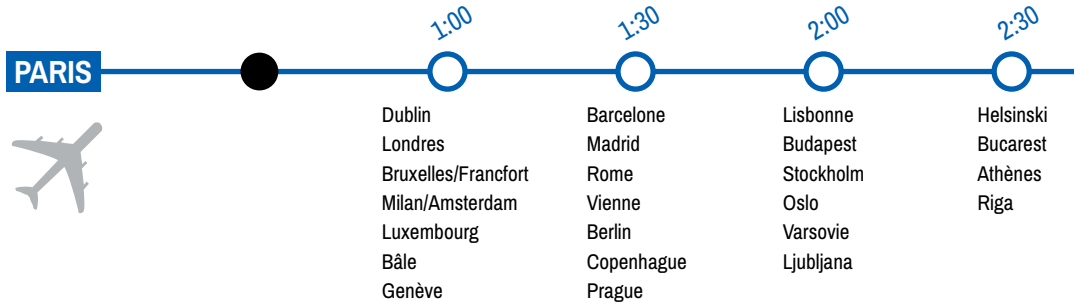
Sources: Haut-de-Seine Tourisme 2014, EPADESA, Q3 2016 BNP Real Estate

Une facilité d'accès à toutes les capitales européennes en moins de 3 heures

Choisir un mode de transport respectueux de l'environnement pour voyager en Europe
FRANCE : 1^{er} réseau ferré à grande vitesse d'Europe



Ou par avion via 2 aéroports internationaux
PARIS : 1^{re} plateforme européenne pour la connectivité internationale (850 vols vers l'Europe/jour)



Sources: Go Euro 2016, Aéroports de Paris, Paris Région Entreprises, SGP, Business France, Paris.fr

Se connecter avec le réseau de transports le plus dense du monde

Réseau de transports actuel



35 lignes de transport ferré
14 lignes de métro,
13 lignes régionales de chemin de fer,
8 lignes de tramway

1 445 lignes de bus

Projet du Grand Paris (livraison prévue pour 2025)



200 km de nouvelles voies ferrées

68 nouvelles gares

28 Md d'investissement

Création d'une ligne de train express reliant Paris centre et l'aéroport CDG en 20 min d'ici 2023

Consigne à bagages disponible à la Gare de l'Est

Sources: Paris Région Entreprises, Société du Grand Paris, Business France



Un écosystème moderne, sécurisé et compétitif

Réseaux de communication à haut débit et sécurisés

Connectivité

- La région parisienne sera en 2020 la région d'Europe jouissant de la meilleure couverture en fibre optique
- 99 % du territoire est couvert par la 3G et 76 % par la 4G

Une grande diversité de fournisseurs de centres de stockages de données sécurisés

- OBS, Thalès, Atos, Cap Gemini, Iliad, SFR, IBM
- Implantation en dehors des zones soumises à des risques de catastrophes naturelles
- Une alimentation électrique redondante pour prévenir tout risque

Un écosystème performant pour la cybersécurité

Un réservoir de talents

- École 42 : école de code gratuite et innovante, également implantée aux USA
- Epitech : école des métiers du numérique innovante

Une agence publique dédiée

- Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information
- Aucun serveur de l'administration française n'a été infecté par Wannacry et NotPetya

« La France fait figure de modèle avec sa stratégie nationale pour la sécurité du numérique, qui prend notamment en compte les enjeux de cybersécurité dans les programmes d'enseignement et de formation continue. »

Ken Hu – Membre du conseil d'administration de Huawei Technologies

Sources : arcep, 2017 ; les Echos 04/01/2017; FT, 2017, KPMG Competitive Alternatives, 2016



Des talents et des prestataires de services compétitifs et qualifiés

Paris offre un bassin unique de talents (plus grand nombre d'emplois liés aux services financiers et au secteur bancaire en Europe).

Les principaux cabinets d'avocats et d'expertise comptable internationaux et anglo-saxons ont des bureaux à Paris. Paris est une place forte de l'arbitrage international et dispose, à ce titre, d'une communauté multinationale d'experts polyglottes (avocats, conciliateurs, interprètes, greffiers).

La majorité des prestataires de services actuels de l'ABE sont présents à Paris, d'où une garantie de continuité

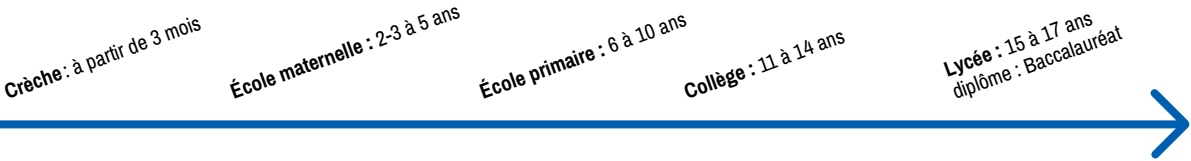
Oracle, Michael Page, Comparex, Corporate Travel Management

N°1
des 20 premières
villes mondiales
pour les
faibles coûts
d'implantation
et d'activité

Une offre éducative d'excellence et diversifiée

Un système éducatif complet

Le système éducatif français



La scolarité est obligatoire et gratuite

de 6 à 16 ans, mais les enfants peuvent intégrer le système scolaire dès l'âge de 3 ans.

Petite enfance (avant 3 ans)

Paris dispose d'un important réseau de crèches accueillant les enfants **de 2 mois à 3 ans**.

- Crèches publiques : plus de 33 000 places
- Crèches privées : plus de 5 000 places

> L'ABE peut aussi réserver des places dans une crèche d'entreprise pour les enfants de ses employés

8^e
ville du monde
pour la qualité du
système éducatif
pour les familles
expatriées

Sources : Expat Explorer Survey
conducted by HSBC

Une offre éducative diversifiée

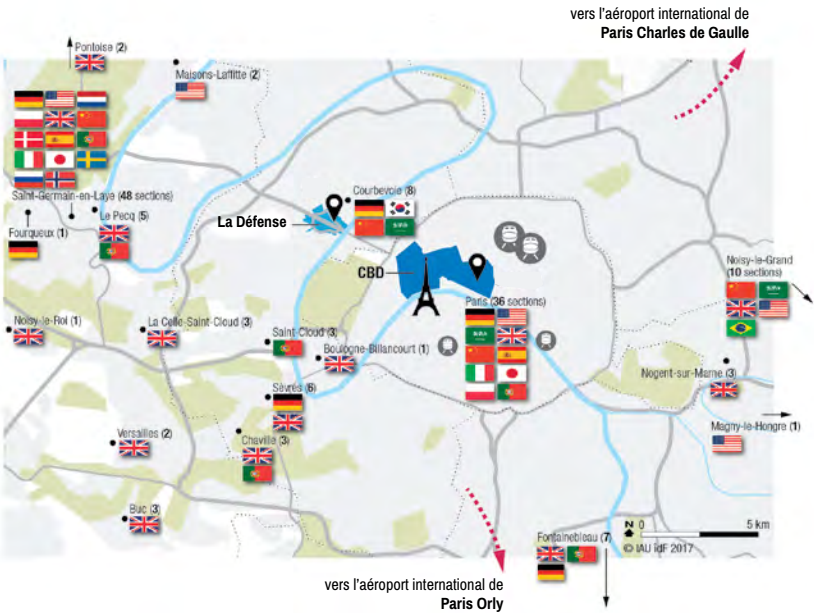
Au sein du système français : les sections internationales (financement d'État)

Diplôme

- **Baccalauréat français** avec option internationale
- **Programmes bilingues** affiliés au Ministère de l'Éducation Nationale

Frais de scolarité modérés
(0 à 5 000 € / an)

143 sections internationales dans 17 langues différentes



Écoles internationales parisiennes (non subventionnées par l'État)

24 écoles internationales en région parisienne

Diplôme

- **Baccalauréat international**
(ou Baccalauréat de Genève)
- Autre **diplôme international** (HSD, A Levels...)

Formations

- **Programme international**
- **Programmes nationaux** : américain, britannique, allemand...

La plupart des écoles proposent des admissions toute l'année.

QUELQUES ÉCOLES INTERNATIONALES DE LA RÉGION PARISIENNE

École internationale	Nb d'élèves	Programmes	Âges
International School of Paris	720	200 places de plus d'ici septembre 2018	3 à 14
The British School of Paris	800		3 à 18
Colegio español Federico Garcias Lorca and Liceo español Luis Buñuel	750		3 à 18
Ecole allemande internationale	300		3 à 18
American School of Paris	220	250 d'ici novembre 2017	3 à 18
Jeannine Manuel School	2300		3 à 18
Lycée Italien Leonardo da Vinci	320		3 à 18

Sources : Ministère de l'éducation
nationale ; Paris Region
Entreprises, Paris Europlace

Une ville attractive pour les salariés de l'ABE et leur famille

Une qualité de vie unique

Paris propose un style de vie unique en termes d'offre culinaire, de shopping et de mode. Ville connue pour ses sites culturels et patrimoniaux, Paris et sa région disposent également de nombreux espaces verts et d'équipements sportifs d'excellence.

Une région accueillante et dynamique, qui compte déjà 1,5 million de résidents étrangers

- 450 000 ressortissants de tous les pays de l'UE
- 3 Parisiens sur 5 parlent anglais
- Les services diplomatiques des principaux pays européens sont disponibles à Paris

Une facilité d'accès au marché du travail pour les familles du personnel de l'ABE

- Un droit au travail garanti aux époux ou conjoints désireux de travailler en France
- Un conseiller spécialisé les guidera tout au long de leur recherche d'emploi
- Une offre abondante d'enseignement du français proposant des approches répondant aux besoins de tous

Un coût de la vie raisonnable

1^{re} ville européenne en termes d'attractivité économique (3^{ème} mondiale après New York et San Francisco)

Comparaison des coûts moyens avec Londres



Logement
(3 chambres et un séjour en centre-ville)
-45 %



Transports
(abonnement mensuel)
-57 %



Théâtre
(2 billets, meilleures places)
-60 %



Services hôteliers
(1 mois, appartement avec 2 personnes)
-47 %



Équipements sportifs
-16 %



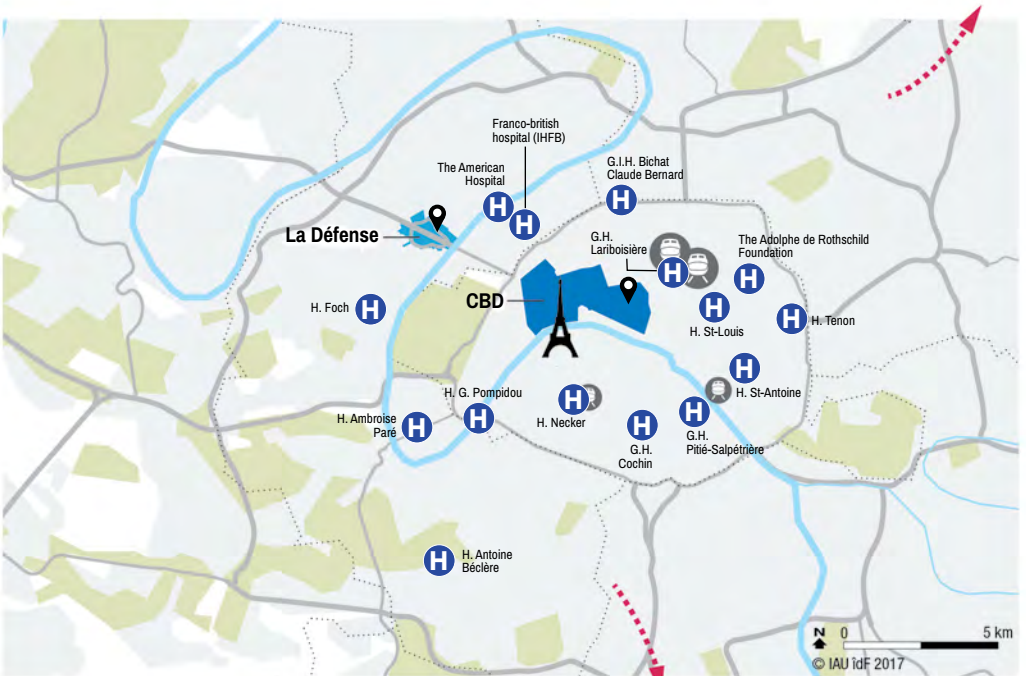
Cinéma
-26 %

Sources : Business France ;
Conseil régional IDE, Paris Region
Entreprises, OTCP, Ville de Paris ;
Mercer 2017 Cost of Living
Ranking, Expatistan, AT Keaney
2017 Global City Outlook, Le coût
de l'expat (Banque Populaire

Accès à des services médicaux haut de gamme (multilingues)

Les principaux hôpitaux publics et privés
sont proches des centres financiers

vers l'aéroport international de
Paris Charles de Gaulle



vers l'aéroport international de
Paris Orly

Hôpitaux avec un personnel anglophone

Hôpital américain (depuis 1906)
189 lits
377 médecins

Institut Hospitalier Franco-Britannique (depuis 1879)
270 lits
167 médecins

Fondation Adolphe de Rothschild (depuis 1905)
160 lits
233 médecins

Hôpital Foch (depuis 1937)
600 lits
300 médecins

Médecins libéraux parlant différentes langues

90 médecins anglophones
répertoriés par l'Ambassade des États-Unis

80 médecins germanophones
répertoriés par l'Ambassade d'Allemagne

40 médecins italophones
répertoriés par l'Ambassade d'Italie

**La France est le 1^{er}
pays de l'OCDE
pour l'accès aux
services de santé**

Sources : WEF, 2016-17

